

Mme Bernadette GROISON

Secrétaire générale de la FSU

Paris, le 27 avril 2012

Madame la Secrétaire générale,

En cette veille de 1^{er} Mai, Fête du Travail, j'ai souhaité vous faire part de l'attachement qui est le mien aux valeurs et aux principes de cette journée, qui est célébrée par les forces syndicales depuis 1890 et qui porte le souvenir des manifestants tombés à Fourmies un an plus tard.

La France du travail est une. Elle connaît les mêmes craintes, elle partage les mêmes espoirs.

La France doit renouer avec le travail par lequel hommes et femmes accèdent à la dignité. Je suis convaincu que seule la reconquête du travail est à même de diffuser dans notre société cette fierté, cette confiance indispensables au vivre ensemble.

Je veux que nous relevions le grand défi de la croissance et de la production. La France détruit 80 000 emplois par an depuis 10 ans. Une usine ferme chaque jour en moyenne. Ce bilan, c'est celui d'une France faible, et je ne l'accepte pas. La France doit reconquérir la confiance en elle-même et en son avenir. La formation, la recherche, l'innovation, le développement seront nos priorités absolues pour soutenir la compétitivité, créer de nouvelles richesses et en redistribuer les fruits à nos compatriotes.

Pour cela, j'entends créer très tôt les conditions d'un retour à la confiance, notamment en renégociant le mécanisme européen de stabilité pour y introduire un volet de croissance et d'emploi. Rien ne serait pire que de nous lier à une logique d'austérité.

Car le retour de la croissance doit nous permettre d'aborder les enjeux du quotidien des Français. Celui de la souffrance au travail, de la pénibilité, de la formation. Celui des

licenciements économiques également.

Vous le savez, j'ai fait du dialogue social une priorité majeure de mon projet présidentiel et un pilier de la méthode de gouvernement qui sera la mienne, si les Français m'en donnent le mandat. C'est la raison pour laquelle il sera érigé en principe constitutionnel. C'est aussi pourquoi j'ai d'emblée annoncé que la mise en place d'une grande conférence sociale serait l'une des mes premières et principales initiatives.

Je considère en effet que le principe de confiance doit prévaloir non seulement dans les rapports sociaux, mais, a fortiori, entre la puissance publique et les acteurs de la vie socio-professionnelle. Nous devons passer de la convocation à la consultation, du monologue à la concertation, de l'écoute distante à la négociation : telle sera mon approche, d'autant plus impérieuse que les défis à relever sont nombreux, dans un contexte économique difficile, qui suscite autant de craintes que d'attentes légitimes chez nos compatriotes.

Je veux vous assurer que, dans le respect du rôle et de la stricte indépendance de vos organisations, j'entends être un Chef de l'Etat qui s'attachera à faire vivre notre démocratie sociale.

Je vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire générale, l'expression de mes cordiales salutations.

François Hollande